



Société Macron : le 9 octobre disons STOP !

vendredi 28 septembre 2018, par [Bariaud](#)



On le sait, malgré les atterrissements du gouvernement, sa chute de popularité dans les sondages et sa propension à divulguer les projets de contre-réformes via la presse en ignorant les organisations syndicales représentatives des salarié·es et des retraité·es, c'est une réelle volonté de changer la société qui anime Macron. Pas dans l'optique d'améliorer le quotidien de toutes et tous, de conquérir de nouveaux droits, de renforcer la protection sociale, de reverser les richesses créées par le travail aux salarié·es par l'augmentation des salaires et des retraites...

NON, ça c'est le projet de la CGT !

Le projet de Macron, basé sur de véritables contre-réformes systémiques, ne vise qu'à rendre tout rentable et concurrentiel en individualisant l'ensemble des droits de chacun·e. Finie la solidarité

inter et intragénérationnelle : le but est que chacun·e construise ses propres droits sans tenir compte des autres. Cursus scolaire, orientation, formation (avec la mise en place du compte personnel de formation) ; salaire en mettant en avant des compétences individuelles et des primes au mérite plutôt que des qualifications et des diplômes nationaux garants des conventions collectives ; santé et retraites à la carte avec la remise en question du salaire socialisé via les baisses et les exonérations de cotisations sociales... Rien ne doit plus échapper aux secteurs lucratifs y compris les services publics et la sécurité sociale !

Après les contre-réformes de la formation professionnelle, de la loi ORE et de Parcoursup, du lycée, des ordonnances Macron réformant le code du travail, ce sont de nouvelles attaques qui se profilent dès cette rentrée scolaire.

- Réforme de la voie professionnelle avec la volonté de mettre en place des blocs de compétences et une attaque majeure contre la qualité des formations professionnelles avec une baisse drastique des enseignements en Bac Pro et des modifications des grilles horaires qui pourraient entraîner plusieurs milliers de suppressions de postes dans toutes les disciplines.
- Fusion des académies et mutualisation des services avec de nombreuses mobilités fonctionnelles.
- Suppressions de postes de fonctionnaires au nom de la très fameuse « dette publique » d'un montant de 1000 milliards de postes à celui de l'Éducation Nationale (administratif·es et 2nd degré).
- Remise en cause du statut de la Fonction Publique avec la mise en œuvre de CAP 2022, la fusion des Comités Techniques et des CHSCT et l'amaigrissement du rôle des Commissions Administratives Paritaires.
- Réforme systémique des retraites au nom de l'universalité et d'une « harmonisation » qui n'a pour seul but que de baisser les pensions et les retraites livrées aux appâts des fonds de pensions. En généralisant dans un premier temps la retraite par points à l'opposé de la solidarité intergénérationnelle, le montant de la pension ne serait plus calculé sur le dernier salaire brut (à derniers mois ou 25 meilleures années), mais à partir d'un cumul de points capitalisés tout au long de la carrière. Le montant de pension ne serait pas garanti dans la durée puisque la valeur de point fluctuerait en fonction des aléas économiques. Ce système est foncièrement inégalitaire, notamment pour les femmes.
- Désindexation des retraites de l'inflation et augmentation limitée à 0,3 % avec la hausse de la CSG de 1,7 point.



On le sait, malgré les atterrissements du gouvernement, sa chute de popularité dans les sondages et sa propension à divulguer les projets de contre-réformes via la presse en ignorant les organisations syndicales représentatives des salarié·es et des retraité·es, c'est une réelle volonté de changer la société qui anime Macron. Pas dans l'optique d'améliorer le quotidien de toutes et tous, de conquérir de nouveaux droits, de renforcer la protection sociale, de reverser les richesses créées par le travail aux salarié·es par l'augmentation des salaires et des retraites...

NON, ça c'est le projet de la CGT !

Le projet de Macron, basé sur de véritables contre-réformes systémiques, ne vise qu'à rendre tout rentable et concurrentiel en individualisant l'ensemble des droits de chacun·e. Finie la solidarité inter et intragénérationnelle : le but est que chacun·e construise ses propres droits sans tenir compte des autres. Cursus scolaire, orientation, formation (avec la mise en place du compte personnel de formation) ; salaire en mettant en avant des compétences individuelles et des primes au mérite plutôt que des qualifications et des diplômes nationaux garants des conventions collectives ; santé et retraites à la carte avec la remise en question du salaire socialisé via les baisses et les exonérations de cotisations sociales... Rien ne doit plus échapper aux secteurs lucratifs y compris les services publics et la sécurité sociale !

Après les contre-réformes de la formation professionnelle, de la loi ORE et de ParcoursSup, du lycée, des ordonnances Macron réformant le code du travail, ce sont de nouvelles attaques qui se profilent dès cette rentrée scolaire.

- Réforme de la voie professionnelle avec la volonté de mettre en place des blocs de compétences et une attaque majeure contre la qualité des formations professionnelles avec une baisse drastique des enseignements en Bac Pro et des modifications des grilles horaires qui pourraient entraîner plusieurs milliers de suppressions de postes dans toutes les disciplines.
- Fusion des académies et mutualisation des services avec de nombreuses mobilités fonctionnelles ;
- Suppressions de postes de fonctionnaires au nom de la très fameuse « dette publique » dont 1600 au ministère des sports, 1800 postes à celui de l'Éducation Nationale (administratif·ves et 2nd degré) ;
- Remise en cause du statut de la Fonction Publique avec la mise en œuvre de CAP 2022, la fusion des Comités Techniques et des CHSCT et l'amointrissement du rôle des Commissions Administratives Paritaires ;
- Réforme systémique des retraites au nom de l'universalité et d'une « harmonisation » qui n'aura pour seul but que de baisser les pensions et les retraites livrées aux appétits des fonds de pensions. En généralisant dans un premier temps la retraite par points à l'opposé de la solidarité intergénérationnelle, le montant de la pension ne serait plus calculé sur le dernier salaire brut (6 derniers mois ou 25 meilleures années), mais à partir d'un cumul de points capitalisés tout au long de la carrière. Le montant de pension ne serait pas garanti dans la durée puisque la valeur du point fluctuerait en fonction des aléas économiques. Ce système est foncièrement inégalitaire, notamment pour les femmes.
- Désindexation des retraites de l'inflation et augmentation limitée à 0,3 % avec la hausse de la CSG de 1,7 point.

Face à ce projet de société et aux annonces de décisions régressives et de contre-réformes qui s'opposent aux demandes légitimes des salarié·es, des retraité·es et de la jeunesse, l'heure est à la défense des fondements de notre modèle social et à la conquête de nouveaux droits. C'est pourquoi la FERC CGT appelle à participer à une première journée de grève interprofessionnelle, étudiante et lycéenne le 9 octobre.

A cette occasion, la FERC portera les revendications suivantes :

- une véritable augmentation des salaires, retraites et minima sociaux.
- Le développement de l'emploi stable et qualifié à temps plein, en CDI dans le privé, sous statut dans le public.
- La reconquête de véritables services publics de proximité, de qualité, accessibles à toutes et tous.
- La reconquête d'une véritable sécurité sociale solidaire (maladie, retraite, allocations familiales, assurance chômage, perte d'autonomie), financée par les richesses créées par le travail à travers les cotisations sociales, pour une couverture à 100 % de l'ensemble des risques de la naissance à la mort.
- Le maintien du Code des Pensions civiles et militaires de l'État et un taux de remplacement de 75 % du salaire brut minimum (1800 € net minimum) pour une carrière complète quel que soit le régime de retraite, reposant sur l'ensemble de la rémunération (traitement/salaire, primes, indemnités complémentaires de traitement, intéressement, participation...) et calculé sur les 6 meilleurs mois de travail.
- La refonte du droit du travail, abrogation des lois travail « El Khomri » et XXL et des ordonnances Macron, l'amélioration des droits et garanties collectives des salarié·es par le renforcement des statuts et des conventions collectives.
- Une école pour l'émancipation de toutes et tous, le refus de la mise en place du tri social généralisé et de la sélection, la mise en place du droit à la poursuite des études de son choix, tout au long de la vie et donc l'abrogation de la loi ORE.
- La garantie des diplômes et des certifications nationales. Un droit à la formation tout au long de la vie assurée par un grand service public de la formation professionnelle.

Le 9 octobre soyons toutes et tous en grève et en manifestations partout en France pour dire NON à Macron !